

unité départementale des Cotes d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 PLERIN

PLERIN, le 27/10/2023

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2023

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**AFM RECYCLAGE (ex. LE GALL Ludovic)**

Zone d'activités de Saint Jean  
22300 Ploumilliau

Code AIOT : 0005503589

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2023 dans l'établissement AFM RECYCLAGE (ex. LE GALL Ludovic) implanté Zone d'activités de Saint Jean 22300 Ploumilliau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection des installations classées a procédé à une campagne d'une trentaine de visites d'inspections inopinées dans le département. Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de cette action.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AFM RECYCLAGE (ex. LE GALL Ludovic)
- Zone d'activités de Saint Jean 22300 Ploumilliau
- Code AIOT : 0005503589
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est spécialisé dans le transit de déchets non dangereux (principalement des déchets métalliques, des DEEE apportés par des particuliers), et la dépollution de véhicules hors d'usage. Le nombre de VHU traité en 2021 s'élevait à 227.

Le site bénéficie pour cette activité d'un arrêté préfectoral d'autorisation de 1999 et d'un agrément de

2018 pour son activité de dépollution de véhicules hors d'usage.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :** conditions d'exploitation et d'entreposage des déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > I.	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	— Entreposage des pneumatiques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > II.	/	Sans objet
3	— Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des v...	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > III.	/	Sans objet
4	Aire de dépollution, démontage et découpage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42	/	Sans objet
5	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-III	/	Sans objet
6	Gestion des déchets réceptionnés	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV	/	Sans objet
7	Gestion des déchets réceptionnés	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-V	/	Sans objet
8	Voie d'accès	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7 II	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site de Ploumilliau est bien tenu. Sur l'ensemble des constats, seul le stockage des véhicules en attente de dépollution est à revoir. Ainsi, les véhicules doivent être entreposés dans une zone imperméable et

munis de dispositif de rétention.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution
<b>Prescription contrôlée :</b> L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack). Les véhicules terrestres hors d'usages non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois. La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention. La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions.
<b>Constats :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Cinq véhicules en attente de dépollution étaient stationnés sur le parking à l'entrée de l'aire de dépollution ;</li><li>• L'exploitant doit entreposer les véhicules en attente de dépollution dans une zone spécifique, identifiable, imperméable et munie de rétentions.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

### N° 2 : — Entreposage des pneumatiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > II.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, — Entreposage des pneumatiques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m <sup>3</sup> et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres. L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. Si la quantité de pneumatiques stockés est supérieure à 100 m <sup>3</sup> , la zone d'entreposage est à au moins 6 mètres des autres zones de l'installation.
<b>Constats :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Les pneumatiques sont entreposés dans une zone dédiée ne dépassant pas 300 m<sup>3</sup>.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : — Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des v...

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > III.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, — Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des v...
<b>Prescription contrôlée :</b>

Toutes les pièces et fluides issues de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries.

Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention. Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches.

Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention.

Les pièces ou fluides ne sont pas entreposés plus de six mois sur l'installation.

L'installation dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel.

**Constats :**

- Les fluides sont entreposés dans des barils sur une rétention ;
- Les batteries et filtres sont entreposés dans des conteneurs ;
- L'installation dispose de produit absorbant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 4 : Aire de dépollution, démontage et découpage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aire de dépollution, démontage et découpage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'aire de dépollution est aérée et ventilée et abritée des intempéries. Seul le personnel habilité par l'exploitant peut réaliser les opérations de dépollution. La dépollution s'effectue avant tout autre traitement.
<b>Constats :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• L'aire de dépollution est dans un bâtiment ventilé ;</li><li>• La dépollution est effectuée par le personnel du site de manière gravitaire au-dessus d'une rétention ;</li><li>• Des traces de fluides sont présentes sous l'aire de dépollution ;</li><li>• La méthode de dépollution doit être améliorée pour limiter les pertes de fluides hors de la zone de rétention.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Étanchéité du sol
<b>Prescription contrôlée :</b> Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
<b>Constats :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Le sol des locaux d'entreposage est bétonné et récemment réparé à divers endroits ;</li><li>• les eaux sont collectées et passent par un débourbeur déshuileur et une lagune.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Gestion des déchets réceptionnés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entreposage des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur. Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence

de couverture est susceptible de provoquer :

- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ; - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.

**Constats :**

- Les aires de tri des déchets sont distinctes et définies ;
- Les volumes constatés respectent les volumes autorisés ;
- Les inspecteurs ont constaté l'absence de bornes, piges et de marquage nécessaire à l'évaluation des volumes : **l'exploitant doit mettre en place les moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 7 : Gestion des déchets réceptionnés**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-V

**Thème(s) :** Risques accidentels, Opérations de tri des déchets

**Prescription contrôlée :**

Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination).

**Constats :**

- Les déchets sont dûment triés ;
- Un amas de bois est présent à l'arrière du site. **Il doit être retiré par l'exploitant.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 8 : Voie d'accès**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7 II

**Thème(s) :** Risques accidentels, Circulation des engins

**Prescription contrôlée :**

Voie « engins » :

Au moins une voie « engins » est maintenue dégagée pour :

- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;
- l'accès au bâtiment ;
- l'accès aux aires de mise en station des moyens élévateurs aériens ;
- l'accès aux aires de stationnement des engins pompes.

[...]

**Constats :**

- Le site dispose d'une voie engins dûment entretenue.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet